

## **CONFÉRENCE DE PRESSE DU 5 JUIN 2020**

---

Pierre-Yves Maillard, président de l'USS

### **Le service public est une ressource, pas un coût : en tirer les conséquences pour son financement.**

Pendant des semaines, tous les soirs, nous avons applaudi les soignants en première ligne pour apporter les soins appropriés aux patients atteints par le coronavirus. Plus que jamais, nous avons pu éprouver l'utilité de disposer chez nous d'infrastructures et d'équipes dédiés aux soins et à une médecine de qualité. Les hôpitaux ont été capables en peu de temps de doubler, puis de tripler leurs capacités de soins intensifs. Tous les autres acteurs de la santé publique se sont mis à disposition et surtout se sont exposés à un risque encore mal connu.

Le paradoxe, c'est qu'au moment où tous ces acteurs assuraient plus que jamais une fonction vitale pour notre société, ils perdaient massivement de l'argent et se mettaient en danger économiquement. Pour concentrer nos forces disponibles sur le plus urgent et le plus nécessaire, le Conseil fédéral a en effet décidé de suspendre pendant plusieurs semaines les opérations et consultations ambulatoires non urgentes. Or dans les modalités de financement de notre système de santé, ce sont ces prestations, et particulièrement les opérations électives réalisées sur des patients disposant d'une assurance privée qui sont de loin les plus lucratives. Sauver une vie par une réanimation en urgence au milieu de la nuit est largement moins rentable que faire une arthroscopie du genou en stationnaire pour un patient privé, par exemple. Cette réalité a sauté aux yeux pendant cette pandémie : les hôpitaux annoncent des pertes qui pourraient atteindre trois milliards de francs selon H+, leur association faitière. Mais cette crise a surtout mis en évidence un problème structurel ancien de notre façon de financer le système de santé.

Une situation analogue peut être décrite dans le domaine des médias. Qu'on les critique ou qu'on les approuve, tout le monde doit constater que le besoin d'information n'a jamais été aussi fort depuis longtemps et que les journalistes n'ont pas chômé. Mais du côté du financement, c'est la chute, puisque les revenus publicitaires se sont effondrés. Ici aussi, la satisfaction d'un besoin social de base n'est pas financée.

Dans le domaine postal, que vaut le réseau qui a tenu et permis de laisser monter en puissance la distribution de colis et qui le financerait s'il n'était plus encore un peu protégé par la part de monopole qui reste à la Poste ?

Dans le domaine ferroviaire, que serait-il arrivé, si l'entreprise CFF avait estimé que ses trains presque vides ne devaient plus rouler faute de clients et donc de recettes ?

Le développement de plus en plus généralisé de système de financement fondé sur le rapport immédiat client-fournisseur a montré ses limites. Mais plus encore, nous avons vu que les systèmes

de financement du service public ont parfois des biais absurdes et discriminent de manière injustifiée entre les prestations fournies.

Dès lors, le bon et ancien système de la subvention publique, variable, s'adaptant aux besoins sociaux selon l'appréciation d'une autorité démocratiquement légitimée retrouve des mérites. Ce sera la seule solution pour préserver les hôpitaux de faillites ou de cures d'austérité drastiques. Et ce sera le seul moyen de compenser les pertes des compagnies de transport public. Dans les garderies privés et les médias, aussi, il faudra une injection d'argent public pour éviter des pertes de capacités et de compétences nécessaires à notre vie sociale et démocratique.

La brutalité de la crise vécue démontre que ces subventions ne sont pas une prime à la mauvaise gestion, mais bien une forme de sécurité économique apportée à des biens et services nécessaires à tous et particulièrement aux entreprises de notre économie de marché. Comme les trains ont besoin de rails fixes pour être mobiles, les entreprises en compétition et la société dans laquelle elles s'inscrivent ont besoin d'un service public et d'une sécurité sociale stables, financés selon une logique de continuité.